

DEVRAIT-IL ÊTRE UNE COORDINATION ET EXAMEN DES
PROCÉDURES DE LA COUR EN VUE DE PROMOUVOIR
L'EFFICACITÉ DANS UN CONTEXTE NUMÉRIQUE?

Lord Justice Gillen
Northern Ireland Court of Appeal

Introduction

*Par les soirs bleus d'été, j'irai dans les sentiers,
Picoté par les blés, fouler l'herbe menue:
Rêveur, j'en sentirai la fraîcheur à mes pieds.
Je laisserai le vent baigner ma tête nue.*
[Rimbaud, 'Sensation']

Les temps et les circonstances changent, et cela exige un réexamen de la position de quelqu'un, un thème pour beaucoup d'artistes romantiques jeunes et individualistes. C'était attrayant, si j'ose le dire, à un vieux romantique comme moi. Le thème de mon adresse aujourd'hui est capturé dans le premier verset du poème de Rimbaud, 'Sensation'. Pour pourvoir aux besoins de mes frères et sœurs moins romantiques, j'invoque également le célèbre adage de Lord Mansfield: 'Comme les usages de la société se modifient, la loi doit s'adapter aux diverses situations de l'humanité'.¹ C'était un thème que nous avons essayé de saisir en Irlande du Nord dans une récente révision de *Civil Justice Review (CJR)* dont j'ai eu le privilège de mener.

En août 2016, le vingt-cinquième anniversaire du premier site mondial a été marqué. Vingt-cinq ans plus tard, Internet est dominé par les réseaux sociaux, les moteurs de recherche et les sites d'achats en ligne. De là, on peut s'attendre à continuer de se répandre de l'écran de l'ordinateur dans le monde réel avec la montée d'Internet des objets, des limites biométriques, de l'intelligence artificielle et des vitesses ultrarapides qui signifient une nouvelle ère pour le World Wide Web.

Depuis le début de ce siècle, avec l'avènement de l'ère numérique, un changement fondamental s'est produit dans la société en général et en particulier, dans la loi. On fait des arrangements commerciaux, des communications, et des autres activités utilisant des tablettes, des téléphones intelligents et même des montres intelligentes. Les ordinateurs personnels, Internet et toutes les conséquences qui découlant de ces innovations - tels que les ordinateurs

¹ *Barwell c Brooks* [1784] 3 Dougl 371, 373

portables, les blocs-notes, les téléphones portables, les smart phones, Facebook, YouTube, Google, Wikipédia et Twitter - ont radicalement changé le monde de l'information dans lequel nous vivons aujourd'hui. Le public ne s'attend pas seulement à un accès facile à l'information, mais il s'attend aussi à un accès instantané, de n'importe où. Sans doute, tout le monde ici dans la profession juridique sont la dernière profession analogue. Ceux qui s'accrochent au passé, avant l'ère numérique, perdent progressivement leur charme excentrique.

Pour répondre aux besoins de la société du 21^{ème} siècle, le système de justice doit être numérique par défaut et à dessein. Dans la profession juridique, nous ne devons pas se trouver larguée et, dans cette mesure, une coordination et un examen conjoint des procédures judiciaires sont cruciaux. L'avènement de la photocopieuse, du courrier électronique, des messages textuels et de notre propension croissante à communiquer entre nous sous forme écrite ont tendance à mettre tout dans la divulgation juridique. L'histoire se souviendra notre subordination aux montagnes de papier comme un fantôme absurde de Luddite. En juin 2015, Sir Brian Leveson, président de Queen's Bench Division, dans son discours 'Modernising Justice through Technology',² a déclaré: 'Nous ne pouvons pas continuer avec cette façon de travailler qui est complètement dépassée ... c'est un moyen lourd, doux, inefficace et coûteux de faire notre travail.'

La Cour de Papier ou de Digital

Chaque juge en Irlande du Nord, et je soupçonne tous les juges présents ici aujourd'hui, en particulier ceux engagés dans des affaires familiales, commerciales, chancellerie ou négligence clinique, ou le contrôle judiciaire connaît bien les classeurs à levier innombrables produits par les parties et photocopiés plusieurs fois. Ces classeurs sont alignés dans les tribunaux mais restent largement fermés ou non référencés au cours des longs procès. Parmi souvent des milliers de pages, une petite proportion de matériel divulgué est pertinente.

Lorsque les fichiers sont examinés, on découvre souvent un manque de pagination, ou encore une pagination qui varie d'une partie à l'autre, une absence d'ordre chronologique, des documents photocopiés flous ou coupés avec de multiples lignes verticales sur les pages, et des fichiers qui ne sont pas correctement étiquetés, des documents avec une mauvaise indexation ou des pages manquantes, complétés souvent par des documents servis à la dernière minute qui ne figurent pas sur les papiers du juge ou les documents d'opposition. Tout cela représente un cauchemar pour le transport et la manipulation pendant le procès.

² Sir Brian Leveson, Président de Queen's Bench Division, discours d'ouverture : « Modernising Justice through Technology », 24 juin 2015.

Le développement continue de l'ère numérique permet aux systèmes judiciaires peuvent conserver tout ou partie de leurs informations par voie électronique. Lorsque ces dossiers électroniques sont établis correctement et maintenus par des champs de données précis, la recherche et la récupération de données est possible en appuyant simplement sur un bouton.

En outre, avec les avantages de la recherche automatisée et des recherches par mot-clé, cette base de données peut être accessible à distance pour quiconque de l'utiliser. Compte tenu de ce nouvel accès électronique, la plupart des activités menées par les tribunaux doivent maintenant se concentrer sur l'alignement de leur politique traditionnelle avec la nouvelle capacité de donner accès à distance aux base de données, et de se concentrer sur l'adoption des règlements pour faire face à cette nouvelle réalité.

Les tribunaux doivent pouvoir stocker et traiter un volume de plus en plus grand de données et d'informations, souvent dans des procédures civiles complexes. La collecte, la tenue, l'édition et le transfert de ces informations des documents papier génère des dépenses considérables, ce qui nécessite beaucoup de temps et entrave la flexibilité et la rapidité des affaires. Les magistrats, les avocats et les universitaires reconnaissent généralement qu'il est nécessaire de fournir des documents en temps opportun par la numérisation du système actuel.

Dans nos juridictions, en ce sens, le pouvoir judiciaire doit mener des affaires dans une qui répondre aux attentes du public. Il est temps que nous acceptions le concept de la dématérialisation des procédures judiciaires. Les déchets en termes de coûts, de temps de préparation et de présentation devant les tribunaux sont tout simplement inacceptables. Ce concept est un changement culturel significatif et devrait être considéré comme un changement d'entreprise activé par l'informatique plutôt que simplement l'introduction des nouvelles technologies.

11. Le problème n'est pas facile à résoudre. À l'heure actuelle, de nombreux membres de la profession et du pouvoir judiciaire, en particulier ceux d'un certain âge, ont une préférence pour les documents papiers, ce qui facilite le soulignement, la mise en évidence, le renvoi croisé, les commentaires, etc. Toutes ces choses aident à organiser sa pensée. Malgré tout cela, la plupart des avocats et des juges à qui nous avons parlé acceptent qu'un système plus accessible, efficace, moins coûteux et compétent existe dans l'ère numérique dans laquelle nous vivons.

Le concept de la dématérialisation des procédures judiciaires développe dans le Royaume-Uni et en Irlande -

Depuis septembre 2014, la Cour du commerce à Birmingham a utilisé des

dossiers électroniques. Depuis 2014 et 2015 respectivement, les tribunaux de la famille à Nottinghamshire et Manchester ont les utilisés dans les procédures de garde. Les autorités locales ne fournissent pas de documents papier dans les tribunaux de la famille. Ils fournissent simplement des clés USB avec les documents dans un fichier électronique et donc les avocats, et toute personne qui veut une copie papier, doit imprimer les documents. En février 2017, une délégation judiciaire d'Irlande du Nord a effectué une visite d'étude très productive à Manchester.

Nous avons visités la Chancery Division, dans Bankruptcy and Companies Court à Londres (Rolls Building) et, plus particulièrement, à la Cour suprême du Royaume-Uni (UKSC) où des systèmes électroniques de gestion de fichiers sont utilisés.

La stratégie et le plan d'action de la justice pénale du Ministère de la justice (Ministry of Justice Criminal Justice Strategy and Action Plan)³ s'engagent à dématérialiser les tribunaux et à installer des réseaux wifi. On a fait des grands progrès dans la mise en place d'un système de justice pénale numérique : la police adoptait un système électronique de gestion des dossiers et elle envoie les dossiers par voie électronique au service du procureur de la Couronne (CPS) qui, à son tour, soumettent des dossiers aux Magistrates' Courts. En Angleterre et au Pays de Galles, la majorité des forces de police transfèrent maintenant une grande quantité d'informations concernant les affaires par voie électronique.

En Irlande du Nord, on estime que plus de 95% de correspondance avec la Directorate of Legal Services (DLS) Family Law Section s'effectue via courrier électronique. Certains avocats utilisent des mémoires électroniques. L'infrastructure et les compétences informatiques de base requises pour l'utilisation de faisceaux électroniques sont disponibles dans l'ensemble de la profession juridique.

La récente enquête historique sur l'abus institutionnel en Irlande du Nord (Historical Institutional Abuse Inquiry) sous la présidence de Sir Anthony Hart s'effectue sans papier. L'information était enregistrée sur un réseau central établi qui était maintenu par The Executive Office via IT Assist. Chaque utilisateur a été doté d'une clé électronique pour accéder à l'information, y compris les faisances judiciaires relatives à l'affaire. Dans cette enquête, The Executive Office via IT Assist a été responsable du fonctionnement du système, qui comprenait la fourniture d'un support informatique tout au long de l'audience, par exemple par montrer des extraits pertinents du dossier. Chaque partie devait installer le logiciel sur sa propre machine ou 'emprunter' un ordinateur portable de IT Assist pour la durée de la procédure. Pour cette enquête qui a duré longtemps avec les mêmes parties, ce système a bien fonctionné.

³ https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/330690/cjs-strategy-action-plan.pdf

Deux affaires concernant la négligence clinique sera considéré sans papier dans la Haute Cour en Irlande du Nord. Pour la première fois, la Cour d'appel de l'Irlande du Nord a maintenant fixé des dates pour deux affaires qui seront considérées sans papier, accompagnés par un dossier limité avec une esquisse des arguments, et autorités judiciaires soulignées. Pour une seule fois, Northern Ireland Courts and Tribunals Service (NICTS) a engagé une solution logicielle basée sur le Web, 'Case Line', de la formation sera fournie au pouvoir judiciaire et les avocats impliqués.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa Stratégie pour la justice en Écosse, suite à l'examen y effectué en 2007-2009, l'intention est de passer à un système entièrement numérique pour l'ensemble du système de justice et non seulement les questions de la dématérialisation des tribunaux et la divulgation électronique des documents. Les propositions pertinentes incluent l'enregistrement numérique de preuves, de rapports, de jugements et de soumission de plaidoiries, l'utilisation à grande échelle de liens de télévision par vidéoconférence en direct et une plateforme numérique sécurisée pour stocker toutes les informations pertinentes à une affaire, conformes aux normes de qualité et de qualité la sécurité, qui peut être utilisée par les utilisateurs sans modification. Il est entendu, cependant, que c'est à un stade primaire de développement.

Les tribunaux irlandais se rapproche au concept de la cour dématérialisée avec l'utilisation de l'application eCourt dans une récente affaire de la Cour suprême.⁴ Les tablettes Android ont pris la place des classeurs à levier 'démodés' et des grandes boîtes 'obsolètes'. Avec eCourt, les plaidoiries et autres documents judiciaires sont scannés et téléchargés sur des tablettes Android, où ils peuvent être recherchés électroniquement et des annotations privées peuvent aussi être effectuées.⁵

Le tribunal sans papier, c'est l'avenir inévitable. Maintenant, nous devons coordonner nos efforts pour le mettre en œuvre.

Skype et Les Tribunaux Numériques

⁴ Lannigan c Barry [2016] IESC 46

⁵ L'avocat Kieran Morris, avec son collègue Dáithí Mac Cárthaigh, cofondait eCúirt Teoranta. M Morris explique la technologie comme suit. Lorsque le présentateur change de page, la référence de la page est transmise à un serveur distant. La référence de page est transmise à chaque appareil, et enregistrés sur le serveur. Par conséquent, les gens peuvent présenter des pages devant les tribunaux. L'application dispose également de nombreuses fonctionnalités supplémentaires, par exemple, on peut afficher indépendamment des fichiers, et on peut aussi annoter et faire un lien hypertexte sur les fichiers PDF. Les documents ne sont jamais téléchargés sur Internet ou sur un stockage en nuage, et chaque appareil est crypté pour un haut niveau de sécurité. Une solution a aussi été développée par eCúirt Teoranta pour les tribunaux qui n'ont pas d'accès Wi-Fi. Par exemple, il n'y a pas de Wi-Fi dans les Four Courts à Dublin; alors ils ont développé le « eCourt Box », qui est un point d'accès Wi-Fi local avec une construction intégrée serveur comme unité mobile de *plug-and-play*. En Irlande du Nord, une démonstration préliminaire de la technologie avait déjà été présentée à Queen's Counsel.

En ce qui concerne les technologies dans la salle d'audience, des liens vidéo et des installations de vidéoconférence sont déjà disponibles dans tous les tribunaux principaux en Irlande du Nord. On utilise ces technologies pour aider les témoins à témoigner à distance dans les tribunaux pénaux, civils, familiaux et à la cour du coroner. On les utilise pour faciliter des audiences sur le renvoi, dans les *magistrates' court* sans que des prisonniers ne soient présentes devant les tribunaux.

De plus en plus, on utilise cette technologie pour faciliter les témoins d'Irlande du Nord de témoigner dans les tribunaux d'autres juridictions, y compris l'Europe et d'autres parties du monde. La technologie est disponible dans les salles d'audience pour faciliter la présentation et l'affichage des preuves vidéos/DVD, des photos et des cartes et la plupart des salles d'audience disposent également d'installations d'enregistrement audio numérique.

16. Dans ce cadre, le fait qu'une demande peut être déterminée sans qu'il soit nécessaire qu'une partie participe à une audience est une progression naturelle. Les demandes interlocutoires, les deuxième avis, les demandes sans opposition dans toutes les divisions de la Haute Cour et dans le tribunal du comté conviendront aux applications électroniques. Il serait également approprié pour les demandes au tribunal de contrôle judiciaire et à la Cour d'appel.

Dans un système numérique, les parties pourraient potentiellement engager des poursuites en ligne, payer des frais en ligne ou assister à des audiences à distance soit par échange d'outils de vidéoconférence à partir de leurs maisons (ou, plus probablement, des bureaux de leurs représentants légaux). Certaines de ces solutions sont déjà utilisées sur une base ad hoc par les tribunaux.

Bien sûr, les audiences continueront à être ouvertes comme toujours. La transparence de la justice permet l'examen du public du travail des tribunaux.

Cela ne signifie pas que toutes les audiences doivent avoir lieu dans des salles d'audience physiquement accessibles. Du point de vue du plaideur et leurs avocats, du personnel du tribunal et de la magistrature, la présence dans la cour nécessite beaucoup de temps et coûte inutilement coûteuse. Les fonctions de la cour doivent être exercées pendant chaque comparution en cour. Cependant, dans certains types d'affaires, les moyens d'exercer cette fonction pourraient être gérés sous un autre format, ce qui permettrait d'optimiser le fonctionnement efficace de l'affaire et l'ensemble des affaires devant le tribunal. Un certain nombre de juridictions ont piloté, et ont adopté une variété de régimes.

Si des systèmes de vidéo, de liaison en direct ou de conférence téléphonique sont disponibles dans le monde entier, avec des installations inappropriées pour le public, ils peuvent aussi être introduire dans les cours pour éviter des voyages

inutiles au tribunal, que ce soit pour un avocat ou des participants.

On peut aussi tenir des audiences sur la gestion des instances, des procédures en référé, la fixation des dates, les examens, les explications pour diverses questions, les demandes d'ajournement, les divorces non défendus, etc sans papier, une fois que les deux parties ont l'opportunité de soumettre leur argument. Des documents bien préparés pourraient être classés. Le juge pourrait décider sur le base des documents ou sur, par exemple, une communication téléphonique ou Skype.

La conférence téléphonique est déjà une caractéristique de plus en plus courante avec des examens des Masters dans la division Queen's Bench. En ce moment, il y a un pilote qui se concentre sur l'opération des audiences par conférence téléphonique. Dans ce cadre, il y aura un mouvement vers des audiences sur papier ou même en ligne dans un avenir très proche. Par exemple, il faut considérer la possibilité des demandes interlocutoires sur papier dans les cas de blessures avec une utilisation encore plus grande de la conférence téléphonique, pas simplement pour les examens, mais aussi pour les audiences interlocutions elles-mêmes.

Ce n'est pas un nouveau concept. Des cours sans papier - ou, avec moins de papier, les audiences de téléconférence, le recueil de témoignages par liaison vidéo, les systèmes de règlement des différends médiés par la technologie et la minimisation de la présentation orale en faveur des juges qui décident sur le base des documents déposés par voie électronique font partie intégrante du tissu juridique est un concept qui est aussi évident dans les cours aux États-Unis, Australie, Pologne, Brésil, Inde, Sri Lanka, Israël et, bien sûr, l'Angleterre et le Pays de Galles. Le moment est venu pour nous d'adopter avec enthousiasme ces concepts.

La Résolution des Litiges en Ligne

Les fonds destinés à l'aide juridique seront bientôt réduits, alors il doit aussi exister une crainte que la justice civile peut devenir hors de portée d'un grand nombre d'individus et de petites entreprises concernant des revendications modestes en termes financiers. En Irlande du Nord, on a ce problème même si les coûts des litiges sont beaucoup plus bas qu'ailleurs au Royaume-Uni. Le danger, c'est que les coûts juridiques seront plus élevés que la somme réclamée par les participants. Dans certains cas, les coûts pourraient être plus élevées que la valeur des sommes à être déterminés.

On attend d'autres moyens moins coûteux d'accéder à la justice. De nos jours, par le biais de processus juridiques, les clients s'attendent à être servis par de

multiples chaînes qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne: en personne à un bureau, dans une salle d'audience, par un téléphone intelligent, par courrier électronique, par chat, par vidéoconférence et par des interfaces Web les aidant à naviguer dans des procédures compliquées. Les gens sont moins susceptibles de compter sur des experts autorisés et veulent être habilités à prendre des décisions en connaissance de cause. La force motrice du rapport de *Civil Justice Council Working Group Report*,⁶ le Professeur Susskind, a déclaré que dans le monde juridique, des désaccords parmi les commerçants eBay sont trois fois plus susceptibles d'être résolus en utilisant la 'résolution des litiges en ligne' (*online dispute resolution*) si l'on compare avec des procès intentés dans l'ensemble du système judiciaire aux États-Unis.

Le symbolisme combiné avec le réalisme de la résolution des litiges en ligne (*online dispute resolution* - ODR) n'est pas le dernier cri. Il peut être un outil puissant pour les tribunaux pour relever ces défis et ces attentes, et de fournir aux parties des options pour résoudre les différends. Il n'est pas nécessaire de limiter ces options au contentieux. Il peut aider les parties à comprendre la portée d'un résultat structuré et les aider à comprendre les paramètres de leurs problèmes.

Les options guidés doivent être disponibles pour aider des gens à accéder à la justice. Ils peuvent organiser et sélectionner des données pertinentes et informer les gens de leurs droits. Chaque participant à une procédure judiciaire peut ajouter au processus à son propre rythme, à son propre temps et à partir de leur propre maison.

28. Au cours d'une audience, l'interface peut guider le processus et pousser les gens vers une résolution équitable, semblable à la façon dont les avocats résolvent des problèmes. Les résultats peuvent être immédiatement enregistrés. Des rôles, tels que les aides aux parties ou les gestionnaires de cas spécialistes et les juges, peuvent être assignés et arrangés. L'ODR peut rompre le cycle problématique où le procédure judiciaire est menacée par la perspective d'attirer trop de cas, qui mettraient les tribunaux sous pression. Avec ODR, les frais marginaux liés au service d'une paire supplémentaire de clients peuvent se ramener à une situation où les utilisateurs payent des frais juridiques.

Nous arrivons dans une phase où les gens s'engagent avec le système de justice via une application ou une plate-forme en ligne. Beaucoup de conflits sont déjà résolus en ligne via des sites comme Amazon, eBay et PayPal. Compte tenu de l'expérience du public de la révolution en ligne, il est raisonnable de conclure que les gens 'peuvent maintenant s'attendre à ce que les procédures judiciaires soient mises en ligne et accorder moins d'importance sur les rituels et les traditions des

⁶ <https://www.judiciary.gov.uk/wp-content/uploads/2015/02/Online-Dispute-Resolution-Final-Web-Version.pdf>

procès face à face'.⁷ Le potentiel est énorme. Il est prévu que cela entraînera des économies importantes pour les fonds publics en temps voulu. Mais l'amélioration de l'accès au droit qui découlera d'un tel programme est de bien plus grande importance.

Cependant, les avantages de l'informatique moderne ne peuvent être appréciés que si les systèmes sont suffisamment avancés, épaulés par un matériel actualisé et la formation appropriée. Malgré les coûts initiaux élevés associés avec une telle technologie, le rendement de l'investissement peut être vaste. Le financement doit non seulement être adéquat mais aussi stable. Les fluctuations du financement entraîneront des conséquences néfastes.

En Irlande du Nord, on a considéré la création d'un tribunal en ligne (*online court - OC*) pour les demandes de la petite taille, de moins de £5000 et moins. Le passage à la numérisation et la création de options numériques crée l'occasion de créer un tribunal en ligne qui permettra le commencement de certains litiges civils sans avocats (ou avec des avocats pour ceux qui sont prêts à payer).

À la suite des propositions de Lord Justice Briggs en Angleterre et au Pays de Galles, on a provisoirement identifié une somme de £25000 comme le chiffre invoqué comme maximum pour le nouveau tribunal de résolution des litiges en ligne. Selon Lord Briggs, le tribunal en ligne devrait s'occuper de 'litiges de valeur simples et modestes'. Il serait mené en ligne plutôt que sur papier, conçu principalement pour l'utilisation par des requérants en personne. Ce tribunal serait un tribunal d'enquête plutôt qu'un tribunal qui repose davantage sur le principe de la contradiction. La médiation et l'évaluation préliminaire impartiale (ENE) seraient des options dominantes plutôt que seulement des alternatives. On tiendrait des audiences face à face seulement si des alternatives documentaires, téléphoniques ou vidéo ne conviennent pas.

Les coûts de mise en œuvre des systèmes ODR peuvent être très limités par rapport aux coûts des systèmes de gestion des tribunaux. Si les fournisseurs et les investisseurs voient une possibilité réaliste de fournir leurs services en ligne aux tribunaux, ils seront prêts à assumer la majeure partie du risque de développement.

La nouvelle réflexion impliquée dans un tribunal en ligne ne se dispense du besoin des services des avocats. Mais cela signifie que les avocats seront impliqués d'une manière différente dans ces cas. Au début des cas, on aura toujours des conseils abordables et, dans certains cas, la représentation professionnelle sera toujours considérée comme appropriée pour un plaideur,

⁷ Civil Justice Quarterly 2017 (*Briggs's Online Court and the Need for a Paradigm Shift*), par Rabeea Assy.

bien que ces frais juridiques ne soient généralement pas récupérés par le plaideur même s'il gagne.

En outre, dans nos propositions, il est important de noter que les dossiers en ligne seront décidés par un juge en ligne. Mais, certains dossiers complexes ou importants peuvent être transférés à un tribunal. La technologie peut avoir transformé nos traditions, mais la justice exigera toujours des interventions humaines sophistiquées lorsque en cas de besoin.

Nous devons nous assurer que ces changements n'aboutissent pas à une situation où ceux qui ont des moyens de payer des avocats pourront le faire, et que des autres, qui ont besoin de soutien juridique, seront empêchés d'engager un avocat à cause des frais juridiques des conseils et de la représentation.

De plus, les tribunaux en ligne ne devront pas entraîner une augmentation du nombre des fournisseurs de services juridiques non réglementés, non assurés et souvent non formés qui ne sont pas soumis à des codes d'éthique.

Nous devons aussi reconnaître que tout le monde n'a pas accès ou ne peut pas utiliser la technologie nécessaire pour participer à un tribunal en ligne. A moins qu'une assistance adéquate ne soit disponible, le concept d'un tribunal en ligne pourrait potentiellement devenir un obstacle à l'accès au système de justice.⁸ La technologie ne résoudra pas tous nos problèmes.

Comment fonctionne ODR?

Le modèle proposé dans les rapports intérimaires et finals de Lord Justice Briggs et le modèle proposé dans notre propre Civil Justice Review comportent trois étapes, préconisées dans le rapport de Susskind Civil Justice Council Working Group.

Lord Justice Briggs a déclaré:

Il y a un besoin urgent et clair de créer un tribunal en ligne, c'est le 25 000 £ conçus pour la première fois de donner aux plaideurs un accès effectif à la justice sans devoir encourir de frais juridiques disproportionnés. Il y aura trois étapes. Étape 1 concerne le processus interactif en ligne y compris l'identification des problèmes et la fourniture de preuves documentaires. Étape 2 - conciliation de la gestion des dossiers par le fonctionnaire chargé d'examiner le dossier.

⁸ Le Professeur Smith de « *Justice* » a attiré l'attention sur le rapport du ministère de la Justice de septembre 2016, « *Transforming Justice* » qui a estimé que 30 % des personnes avaient les compétences nécessaires pour utiliser les services numériques sans aide, 52 % ont besoin d'aide et 18% n'ont pas pu ou ne s'engageraient pas du tout en ligne. Le rapport de la Chambre des communes de juin 2016 a estimé la proportion de personnes exclues inclut 23 % de la population (12,6 millions de personnes). Sur ce nombre, 49 % étaient handicapés, 63 % étaient âgés de plus de 75 ans et 60 % n'étaient pas qualifiés.

Étape 3 – la décision d'un juge. Les tribunaux utiliseront des documents à l'écran, au téléphone, à la vidéo ou aux réunions en face à face pour répondre aux besoins de chaque dossier.

Étape 1 devrait fournir une évaluation en ligne. Cette installation aidera les utilisateurs qui ont une doléance à classer leur problème, à prendre conscience de leurs droits et leurs obligations, et à comprendre les options et les recours disponibles.

Les plaideurs devront défendre leur dossier de manière détaillée, en utilisant des logiciels. De cette manière, le demandeur et le défendeur répondent aux questions, et les réponses seraient ensuite rassemblées et organisées en ligne en tant que des mémoires, uniformément structurés.

Les logiciels de triage sera donc développé pour aider les parties sans aide à se défendre et à présenter leurs arguments de manière efficace, intelligible et cohérente. Le format sera uniforme pour les demandeurs et les défendeurs et on exclura des questions non pertinentes. Le logiciel envisagé effectuerait cette tâche par moyen de questionnaires détaillés préparés en avance pour les parties, adaptés aux spécificités du dossier. La conception du logiciel nécessiterait la construction d'une série de questions pour les plaideurs pour présenter les faits présumés et les preuves. Le tribunal doit connaître ces questions pour se prononcer, et le défendeur doit pouvoir répondre. L'efficacité de ces logiciels et la promotion d'un accès effectif à la justice pour les plaideurs sans aide dépendra uniquement de la capacité de ses développeurs à imaginer le plus grand nombre de scénarios que possible et à créer des questionnaires suffisamment détaillés pour résoudre le large éventail de conflits humains.⁹ Ce qui est crucial, c'est la structure et le récit des dossiers. La création des questions à l'avance signifie que les faits pertinents sont déterminés par les auteurs des questionnaires, et les faits présentés par le logiciel seront offerts de manière spécifique et uniformisée.

Étape 2 s'agit de la facilitation en ligne. Ce service fournira des facilitateurs en ligne pour mener un différend à une conclusion rapide et juste sans besoin d'un juge. Ces personnes vont communiquer via Internet, et elles examineront les documents et les déclarations, et aideront les parties par la médiation et la négociation. Si nécessaire, elles auront le soutien des installations de conférence téléphonique. Par ailleurs, il y aura des négociations automatisées, ce qui sont des systèmes qui aident les partis à résoudre leurs différends sans intervention par des experts humains.

Étape 3 devrait fournir des juges en ligne - des membres de la magistrature à temps plein et à temps partiel qui trancheront des affaires en tout ou en partie, en

⁹ « *Civil Justice Quarterly* 2017 *ibid* »

grande partie sur la base de documents soumis par voie électronique dans le cadre du processus des actes de procédures structuré en ligne. Si nécessaire, ce processus aura aussi le soutien des installations de conférence téléphonique. Lord Briggs a indiqué que 'étape 3 compte des décisions par les juges, soit sur la base des documents, par téléphone, soit par vidéo, soit en audience. Mais dans cette étape, on ne doit pas tenir un procès traditionnel.' Étape 3 offre aux juges un pouvoir discrétionnaire très large pour décider s'il faut tenir un procès et sous quelle forme.

Comment l'ODR progresse-t-il ailleurs?

Nous estimons qu'il était essentiel d'explorer l'ODR dans des autres juridictions et nous avons fait un tour d'horizon d'autres juridictions. Plutôt que de réinventer la roue, il est toujours préférable de s'inspirer des expériences d'autres juridictions. Dans des autres juridictions, le processus d'essai est itératif s'étend sur plusieurs étapes liées. La nouvelle approche préconisée pour l'ODR par cette revue est similaire parce que ces approches fonctionnent déjà bien.

Nous avons reconnu assez rapidement que les tribunaux du monde entier investissent massivement dans la numérisation de leurs services en ligne. En même temps, la technologie de la résolution des conflits en ligne se développe rapidement.

Suite au rapport du groupe Susskind, les cours, les tribunaux et les organisations d'aide juridique dans le monde entier explorent les options. Pour les services de résolution des différends en ligne, les procédures et les résultats juridiques restent un point d'orientation important. Les utilisateurs fonctionnent dans l'ombre des tribunaux, la procédure judiciaire comme option de sortie.

Colombie-Britannique, Canada

Nous avons eu le privilège de passer du temps avec Shannon Salters, président du *Civil Resolution Tribunal* (CRT) de la Colombie-Britannique. La Colombie-Britannique a dirigé l'introduction d'outils en ligne pour la résolution des conflits, avec le plus de succès dans les petits conflits de propriété, de zonage et de protection des consommateurs.

La Loi de 2015 sur le Tribunal de la résolution civile (*Civil Resolution Tribunal Amendment Act*) prévoit un forum accessible pour la résolution des conflits de propriété concernant des appartements, et des petites créances. Il est obligatoire d'avoir recours au CRT; les programmes volontaires de résolution des différends étaient peu utilisés. Le CRT a l'autorité de régler les revendications jusqu'à un

montant de \$25000 relatives aux litiges concernant les revendications civiles et des appartements. Le 1 juin, le tribunal numérique pionnier commençait à résoudre les litiges relatifs aux petites créances d'une valeur d'environ \$50000 (£3000). Les réclamations couvertes comprennent les contrats, les dettes, les blessures corporelles, les biens personnels et les problèmes des consommateurs.

Le CRT prétend être 'le premier tribunal en ligne au monde qui est intégré à la justice publique'. L'opération se déroule dans les trois étapes, similaires des étapes en Angleterre et au Pays de Galles. A chaque étape du processus, les frais sont payables. Des problèmes de crédibilité doivent être renvoyés à la cour. Le CRT offre des renseignements d'auto-assistance et des outils qui peuvent être utilisés pour aider les gens à mieux comprendre les problèmes et explorer les options de règlement rapide.

De temps en temps, des litiges qui impliquent un montant de \$5000 ou moins peuvent encore être renvoyés à la cour provinciale, y compris une situation où l'une des parties présente un avis d'opposition à une décision CRT ou lorsqu'une partie demande que l'ordonnance CRT soit exécutée par le tribunal supérieur.

Les décisions du tribunal sont équivalentes aux ordonnances judiciaires. Elles peuvent être consultées via les smartphones, les ordinateurs portables et les tablettes 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, avec des services de téléphone et de messagerie pour ceux qui n'ont pas accès à Internet.

Les Pays-Bas – Rechtwijzer

A Belfast, nous avons eu le privilège de consulter personnellement avec Maurits Barendrecht de l'Institut de la Haye pour l'internationalisation du droit (HiiL), qui a présenté le programme néerlandais Rechtwijzer. En 2006, le comité néerlandais d'aide juridique a introduit un projet de règlement des différends en ligne, qui est devenu le Rechtwijzer (panneau de droit).

Pendant sa courte vie, le Rechtwijzer a connu plusieurs transformations. Il est en constante évolution et amélioration en termes de services et de supports offerts aux utilisateurs du service.¹⁰ Il a fourni des services de médiation en ligne pour une gamme de différends, y compris des différends entre propriétaires et locataires, les transactions financières pour les consommateurs, le divorce et la séparation.

En 2015, Rechtwijzer 2.0 a été lancé. Il visait à fournir un service interactif de règlement négocié sur le Web pour la séparation des couples. Malheureusement, il

¹⁰ Le Professeur Roger Smith OBE, « Online Dispute Resolution: ten lessons on access to justice » et un document de recherche daté de mars 2015 par Bickel, van Disk et Giebels, Université de Twente.

semble que HiiL est devenu désillusionné par le manque de succès commercial du produit. À ce jour, seuls 813 couples ont finalisé des dossiers en utilisant Rechtwijzer 2.0.

Selon des sources proches de l'organisation, ce nombre de clients qui utilisait le plate-forme ne suffisait pas; HiiL avait besoin de générer des revenus et ce produit ne se vendait pas bien à l'extérieur des Pays-Bas. A partir de juillet, le Conseil a décidé pour cette raison d'annuler Rechtwijzer.

Le comité néerlandais d'aide juridique envisage de relancer ses produits sur le Web en septembre et travaille avec une nouvelle organisation, Justice42, pour développer une nouvelle version du programme de droit de la famille qui se concentre sur le marché néerlandais plutôt que d'essayer d'étendre la vente du produit à l'échelle internationale.

La Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande dispose d'un système de demande en ligne, mais l'arbitrage est fondé sur le tribunal.¹¹

En plus des demandes soumises en ligne, il est intéressant de noter qu'un demandeur peut aller à un tribunal de première instance ou à une agence communautaire, comme un bureau de conseil aux citoyens (Citizens Advice Bureau) ou un Community Law Center. Le personnel dans ces bureaux peut aider le demandeur à remplir le formulaire de demande et peut répondre aux questions concernant l'audience.

L'Australie - Nouvelle-Galles du Sud

La Nouvelle-Galles du Sud offre un service de demandes en ligne et un système de planification en ligne. L'état de Victoria offre progressivement la possibilité de faire des demandes en ligne. L'Australie s'intéresse de plus en plus à améliorer l'accès à la justice et à combler 'l'écart juridique', et comment une approche conceptuelle et l'intelligence artificielle peuvent ce faire.

Les États-Unis

Les États-Unis autorisent des négociations des offres à l'aveugle afin de permettre aux parties de présenter une offre secrète dans les litiges concernant l'argent, et les parties se réservent le droit d'accéder aux tribunaux lorsque les

¹¹ <http://www.justice.govt.nz/tribunals/disputes-tribunal/documents-new/guidelines/dt-guidelines-full>

négociations échouent. Des fournisseurs comme CyberSettle Inc.¹² et Squaretrade Technology fournissent un règlement en ligne des différends pour leurs clients aux entreprises comme e-Bay. On rapporte que les avocats américains utilisent la procédure pour les règlements dans des affaires concernant l'assurance, la propriété, le commerce et des autres petits litiges. Il est entendu que les négociations échouées se déroulent souvent vers des services de conciliation, de médiation ou d'arbitrage par l'intermédiaire de l'American Arbitration Association (AAA).¹³

Plate-forme européenne de règlement des conflits en ligne

La législation européenne a introduit des options pour l'ADR et l'ODR pour la résolution des litiges de consommation. Les clients vivant dans l'UE sont préoccupés par leurs droits des consommateurs si une difficulté se présente avec un vendeur d'un autre pays de l'UE. Dans le but de répondre à ces préoccupations, deux textes législatifs, directive 2013/11/UE sur le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et le règlement (UE) n° 524/2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation, ont été introduites.

La directive relative au RELC prévoit la création d'une entité de REL qui propose ou impose une solution, ou rapproche les parties dans le but de faciliter une solution amiable entre un commerçant et un consommateur. Le REL ne traite pas de différends initiés par un commerçant ou des litiges entre commerçants. Des solutions proposées n'ont pas non plus de valeur contraignante pour le commerçant.

L'entité de REL doit préciser la solution par écrit ou sur un autre support durable, exposant les motifs sur lesquels la solution est fondée. L'issue de la procédure de REL doit être disponible dans un délai de 90 jours à compter de la date de réception du dossier de plainte.

Le règlement relatif au RLLC s'applique aux litiges ADR découlant de contrats de vente ou de service en ligne entre un consommateur et un commerçant. Il prévoit l'élaboration d'une plateforme de RLL, disponible pour les consommateurs et les commerçants. La plate-forme consistera en un site Web interactif pour les consommateurs et les commerçants qui cherchent à résoudre les différends concernant des transactions transfrontalières en ligne. La plainte, ainsi que les documents relatifs à la plainte, peuvent être soumis en ligne. La plainte sera transmise au commerçant (le défendeur) et à l'entité de REL une fois

¹² On estime que 14,5 millions de dollars était son plus gros règlement négocié en ligne.

¹³ Résumé de « Computer and Telecommunications Law Review 2009, A European legal perspective on consumer ODR »

qu'elle l'accepte. L'entité de REL doit clore les procédures de résolution des litiges en ligne dans un délai de 90 jours.

Une note de prudence

On doit afficher une note de prudence non seulement dans le contexte des problèmes rencontrés aux Pays Bas, mais aussi par les deux universitaires britanniques qui sont experts du sujet de justice en ligne, les professeurs Richard Susskind et Roger Smith. Les professeurs ont récemment exprimé leur prudence au sujet du rythme possible du tribunal en ligne.

A une conférence, le Professeur Susskind a déclaré qu'il croyait que le montant maximum total des demandes devrait au moins initialement être 'bien inférieur à £10 000' au lieu du projet de £2 000. Il a déclaré: 'Vous commencez à un niveau modeste et vous construisez ... ce n'est pas seulement une question de valeur'.

Le Professeur Smith a récemment demandé 'une double durée minimale de cinq à dix ans' jusqu'à ce que les éléments de preuve montrent que le tribunal en ligne pourrait permettre un accès approprié aux personnes 'exclues par le numérique'.

Cela reflète la même précaution adoptée lors de notre examen de la justice civile en Irlande du Nord, où nous avons préconisé un projet pilote volontaire à un prix de £5000 avec une valeur accrue de jusqu'à £10 000 si le projet pilote s'avère efficace et un régime de financement approprié est établi pour une période d'un an ou deux ans.¹⁴ Il peut ensuite être réévalué, éventuellement sous la direction du nouveau Conseil de la justice civile (Civil Justice Council). De même, il pourrait être raisonnable de soumettre le système à une évaluation par des pairs. Alors, c'est un système de tremplins, avec du progrès vers l'image finale: on commence par des petites sommes d'argent, bien que des sommes plus élevées donneraient un meilleur échantillon pour évaluation.

Algorithmes

Les avocats sont les derniers à se trouver dans la ligne de tir des robots – ou, en tout cas, des algorithmes artificiellement intelligents. La révolution robotique est prévue de diffuser largement ses vrilles technologiques sur le marché du travail. [Un rapport récent](#) de la firme de conseil britannique Jomati Consultants suggère que les robots seront [encore plus avancés](#) dans la profession juridique d'ici à l'an 2030. Le rapport suggère que 'le modèle économique des cabinets d'avocats se dirige vers une révolution structurelle, ou certains pourraient dire un effondrement structurel'.

¹⁴ En Angleterre, il y a ceux qui ont milité pour des périodes d'essai plus longues, par exemple 5-10 ans « parce que tant de personnes seront exclues » – Dan Bindam, 3 janvier 2017.

Alors que le vol des emplois par des robots n'est rien de nouveau, le fait que les avocats pourraient voir leur travail automatisé peut sembler surprenant, de prime abord. En 2013, un rapport très publicisé prévoyait que 47 % des emplois américains risquaient d'être automatisés au cours des deux prochaines décennies. Les auteurs Carl Frey et Michael Osborne ont trouvé que les avocats sont à un faible risque de remplacement robotique en comparaison avec des autres emplois.

Le type de rôles qui peut être repris par l'Intelligence Artificielle (AI) dans le domaine juridique est évident, et les ordinateurs ont déjà trouvé un créneau par rapport à certaines tâches. Dans ce cadre, les tâches les plus évidentes sont les tâches courantes, comme la consultation des documents. L'ordinateur n'a aucun problème avec cette tâche mais elle est fatigante pour les yeux et le cerveau d'un humain après un certain temps.

Cela pourrait être aussi simple que de chercher des tonnes de documents pour des mots-clés, mais des outils plus intelligents peuvent aller plus loin, en tenant compte du contexte et du sentiment.

Les algorithmes de 'codage prédictif' sont de plus en plus utilisés par les avocats pour contribuer au processus de divulgation, lorsqu'ils essaient de trouver des éléments de preuve pour soutenir leur cause. Nous allons bientôt avoir le *E-discovery*: pas seulement plus efficace mais aussi donne des meilleurs résultats. Bien sûr, les documents choisis par un algorithme doivent encore être examinés par un humain, mais l'algorithme réduit la charge de travail, les heures de travail, le coût et les emplois peu qualifiés.

Mais même avant le début d'une affaire, l'AI peut jouer un rôle. L'AI peut aider les plaignants à décider s'il vaut la peine d'intenter une poursuite étant donné les frais et les ennuis: l'AI peut prévoir s'ils gagneront. Michigan State University a récemment publié un article qui prétendait qu'un modèle informatique pourrait prédire avec succès les décisions de la Cour suprême des États-Unis à 70 pour cent du temps. Le modèle a utilisé 'uniquement les données disponibles avant la date de la décision', en comparant efficacement des affaires similaires afin de prévoir le résultat logique.

Conclusion

Cela illustre que la révolution numérique n'est pas un point à l'horizon. Il a maintenant un air de familiarité et ne sert plus à transpercer nos traditions. Il est déjà parmi nous dans divers tribunaux et des pensées du monde sans la technologie n'est qu'une relique des temps passés. Le concept de la numérisation et de la cour sans papier est en quelque sorte un kaléidoscope polymorphe, et

nous devons distiller la frénésie qui en résulte. Mais des progrès réels ont déjà été réalisés par rapport à la numérisation des éléments du processus. Les tribunaux en ligne et la réalité virtuelle représentent des développements inévitables.

En Angleterre, il est particulièrement remarquable que tous les aspects du programme de réforme de la numérisation impliquent une participation judiciaire et une grande partie du programme nécessite un leadership judiciaire. Le pouvoir judiciaire a créé des groupes d'engagement judiciaire (Judicial Engagement Groups - JEG) pour s'assurer que des juges à tous les niveaux participe. Au niveau local, le pouvoir judiciaire établit des groupes locaux de leadership pour s'assurer que les principes (convenus à l'échelle nationale) sont mis en œuvre avec des connaissances et des conseils locaux. En Angleterre, il existe, en vérité, un 'pouvoir judiciaire électronique' (E-Judiciary), parce que l'ensemble du pouvoir judiciaire a été récemment donné de nouveaux modèles de portables avec le service Window 465.

En Angleterre, le gouvernement a récemment amorcé la pompe pour la numérisation avec £ 748 millions engagés pour l'investissement dans les tribunaux; et £ 160 millions investi dans les systèmes informatiques, et logiciels. Dans la majorité des 500 tribunaux du pays, le Wi-Fi sera installé.

La réforme et l'énoncé de mission du HM Courts & Tribunals Service (HMCT) reposent sur trois caractéristiques principales: une nouvelle cour en ligne utilisant des outils numériques pour améliorer la gestion des dossiers; la rationalisation des bâtiments des tribunaux et moins de dépendance sur des bâtiments eux-mêmes par un passage vers la cour sans papier; et l'utilisation des personnes chargées de l'affaire pour aider et gérer les aspects du travail alloués afin de maximiser l'utilisation du temps et des ressources judiciaires.

Ici, en Irlande du Nord, on a exprimé également une prudence universelle, selon laquelle ces progrès ne seront réalisés que s'il existe un financement et un investissement adéquats du gouvernement dans ce concept. En vérité, sans un engagement inébranlable du gouvernement et des NICTS à la modernisation nécessaire du processus judiciaire par la numérisation, ces étapes vitales ne se produiront pas, ou même pire, elles ne seront pas mises en œuvre de manière adéquate, et des préoccupations concernant l'avenir se développeront sans réponse. Néanmoins, comme Napoléon a déclaré: 'Celui qui craint d'être conquis, est sûr de la défaite' et nous devons donc rester confiants sur le fait que le gouvernement va aller au bout des choses.

8J'ai commencé par une citation d'un poème français. Permettez-moi de terminer avec un poème anglais par Philip Larkin.

*Watching the shield core
Striking the basket, skidding across the floor
Shows less and less of luck, and more and more
Of failure spreading back up the arm.*

Si nous pensons que ce processus de numérisation va arriver par hasard et ne nécessite pas notre persévérance commune et nos efforts sérieux à tous les niveaux, il échouera et les générations futures diront de nous avec amabilité, accompagnées d'une framboise wagnérienne, que les temps changent, mais nous ne l'avons pas fait. Nous avons désespérément besoin de coordonner nos pratiques et nos procédures à travers les juridictions. En un sens, cette discussion aujourd'hui est une autre intervention dans une conversation sans fin sur l'avenir de l'ensemble de la notion de justice.